

UN SIT-IN EST PRÉVU LE 19 NOVEMBRE DEVANT LE MINISTÈRE DE TUTELLE

Le secteur de la formation professionnelle en ébullition

*La pomme de discorde était l'argent des œuvres sociales, selon Djilali Hamrani, ancien président de l'Union nationale des employés de la formation et de l'enseignement professionnels et actuel secrétaire national chargé de l'information au Snapap.*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Il a accusé El Hadi Khaldi, ancien ministre du secteur, d'avoir mis en veilleuse la commission de concertation avec le Snapap instituée par son prédécesseur, et privilégier l'UGTA comme partenaire social. «Dès son installation, El Hadi Khaldi a donné instruction aux chefs des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels pour casser le Snapap.

C'est un partisan du parti unique, et il a tout fait pour museler le pluralisme syndical dans son secteur», a asséné M. Hamrani. C'était hier, lors d'une conférence de presse animée par l'actuel président de l'Union nationale des employés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, Messaoud Bouraghda Omar. Ce dernier a dénoncé la fermeture des portes du dialogue,

«tradition» plutôt entretenue par le successeur d'El Hadi Khaldi, Mohamed Mebarki, et annoncé la tenue d'un sit-in devant le ministère de tutelle pour le lundi 19 novembre 2012. Un rassemblement qui précède- ra d'autres actions envisageables – une grève n'est pas à écarter – si le ministère «ne répond pas favorablement à la demande du syndicat de rouvrir les portes du dialogue». Dans son intervention, Bouraghda Omar a souligné que le syndicat a déjà eu à correspondre avec l'actuel ministre à ce sujet mais, en vain. Il est néanmoins revenu sur la

plateforme de revendications déposée par le syndicat en juillet 2009 et qui n'a eu, jusqu'ici, aucun retour d'écho si ce n'est l'exclusion du Snapap de tout dialogue entre l'administration et le partenaire social. Il s'agit, entre autres, de redynamiser la commission de concertation, de réviser le statut particulier du corps enseignant et aussi leur régime indemnitaire, d'intégrer les contractuels dont certains travaillent dans le secteur depuis 20 ans sans que l'administration n'ait jugé utile de les titulariser, de céder les logements de fonction à leurs usagers, etc.



Khaldi accusé d'avoir tenté de casser le Snapap.

L. H.

MARCHÉ DES FRUITS ET LÉGUMES

Les prix en hausse

**Les ménagères sont confrontées, encore une fois, à la flambée des prix des légumes. Même les produits de saison n'échappent pas à cette hausse des prix. Les professionnels évoquent une baisse du volume de production que les commerçants compensent avec l'augmentation des prix.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - La superficie de la terre agricole exploitée s'élève à 8 millions d'hectares, selon les chiffres fournis par le ministère de l'Agriculture. Pourtant, pour expliquer la hausse des cours des prix des fruits et légumes enregistrée ces derniers jours, les professionnels parlent d'un manque de production. Courgette, carotte, navet, tomate et chou, des légumes de saison qui sont pourtant vendus actuellement entre 80 et 100 DA le kilo chacun. Aucun autre légume n'échappe à cette hausse. Le haricot vert s'affiche entre 180 et 200 DA le kilo, le fenouil à 70 DA, la pomme de terre et l'aubergine entre 70 et 80 DA le kilo, la salade se vend à 100 DA, l'oignon à 70 DA, le piment et le poivron s'affichent à 160 DA le kilo. Seuls le chou-fleur et le topinambour affichent des prix plus ou moins raisonnables avec 50 DA le kilo chacun au niveau du marché de détail.

Cette tendance à la hausse des cours des

prix des légumes est perceptible même au niveau des marchés de gros. Le président de la Commission nationale des mandataires, Toumi Farid, reconnaît que les prix des fruits et légumes ont connu une augmentation même au niveau du marché de gros où le piment par exemple se vend entre 80 et 100 DA le kilo, la carotte et le navet à 40 DA le kilo et la tomate est cédée entre 45 et 50 DA.

La hausse des prix des légumes imputée souvent à la spéculation semble, cette fois-ci, trouver son origine ailleurs. En effet, selon ce responsable, la défaillance du réseau de distribution et le manque de production ont entraîné cette hausse des prix.

Les agriculteurs, dit-il, produisent moins puisque les coûts de la production agricole sont très élevés. Ainsi, illustre-t-il, la production d'un hectare de tomate coûte environ 150 millions de centimes pour le fellah. «Il faut être riche pour faire de l'agriculture et dispenser un apport égal à celui d'un grand projet d'investissement», ironise-t-il. Les prévisions de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) sont peu rassurantes. Selon son porte-parole, M. Boulénouar «la majorité des chambres froides sont quasi vides». Il explique qu'en rai-

son d'une baisse de la production, toute la récolte arrive sur les marchés.

L'UGCAA prédit le pire puisque, dit-elle : «Avec un stock de produits insuffisant, et l'approche de l'hiver où les conditions climatiques vont perturber la récolte des produits, il y aura peu de produits à vendre donc les cours des prix vont encore flamber.»

Cette situation, souligne l'UGCAA, est la conséquence d'une politique orientée vers l'importation au détriment de l'encouragement de la production. L'Algérie compte 3 000 importateurs rien que dans le circuit des fruits et légumes dont la facture d'importation en 2012 a atteint les 10 milliards de dollars, selon lui. «Si nous avions une production suffisante, on n'aurait pas eu besoin de donner autant d'autorisations d'importation», a souligné M. Boulénouar. Une hypothèse contestée par le ministère de l'Agriculture qui atteste que la production est suffisamment importante pour répondre aux besoins. M. selon Djamel Barchiche, responsable de la communication au département de Rachid Benaïssa, la production de la pomme de terre réalisée pour la campagne 2011-2012 est de 42,2 millions de quintaux, contre 38,49 millions de quintaux en 2011 ; 32 millions de quintaux en 2010, 26,7 millions de quintaux en 2009.

La production des agrumes a atteint 10,9 millions de quintaux, pour un objectif global retenu au titre des contrats de performance (2012) de 10,1 millions de quintaux. La production maraîchère (légumes) a atteint, pour la même campagne, 104 millions de quintaux, contre 94,8 millions de quintaux en 2011, 86 millions de quintaux en 2010, et 72 millions de quintaux en 2009. La même source explique la hausse des prix des fruits et légumes par le fait que les produits disponibles actuellement relèvent de la production primeur. Autre argument, justifie-t-il, «le fellah dispose d'une marge de bénéfice de 15 à 25 % sur son produit mais les différents circuits de spéculation font grimper le prix de la vente».

S. A.

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DE L'ALGÉRIE

Une feuille de route en attendant les premières récoltes

*Pour le D' Amine Benssemmane, président de la fondation Filaha Innove, l'avenir de l'agriculture algérienne dépendra de l'élan d'interprofessionnalisation des filières.*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Intervenant, hier, dans une conférence de presse au Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex), placée sous le thème «50 années de labour et de labeur», le D' Amine Benssemmane a souligné que les premières expériences de l'agriculture algérienne après l'indépendance du pays en 1962, ont plus ou moins porté leurs fruits avant que le processus ne soit brusquement rompu, laissant place à l'importation massive. Ce qui a abouti, selon l'expert et ancien cadre au ministère de l'Agriculture, Hadj Henni, invité en tant que conférencier, à des décennies d'absence de politique agricole.

En ce sens, la dépendance de l'Algérie en matière alimentaire se fait à ce jour sentir, mais ce qu'il y a de positif aux yeux du D' Amine Benssemmane, c'est qu'«il y a aujourd'hui une feuille de route instaurée depuis 2008-2009, par l'actuel ministre de l'Agriculture Rachid Benaïssa, et qui a consisté en premier lieu à restructurer les

filiales une par une et à mettre en place un système d'interprofessionnalisation dans le sens où l'Etat joue le rôle d'accompagnateur des opérateurs agricoles afin de sortir de la gestion centralisée et leur permettre de voler de leurs propres ailes».

Selon toujours le même intervenant, interrogé en marge du point de presse, ce qu'il y a d'important à souligner, c'est que le chemin a été tracé et

un travail se fait actuellement pour atteindre la sécurité alimentaire du pays qui dépendra justement du suivi et de la poursuite du travail qui se fait actuellement. Il est à souligner que ce point de presse a été organisé à l'occasion de la tenue de la 8<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture AgroExpo Filaha, qui aura lieu à la Safex du 8 au 11 novembre 2012.

M. M.

Précisions de la DGSN

La cellule de communication et presse de la Direction générale de la Sûreté nationale tient à préciser que le titre choisi par votre journal, concernant la conférence de presse animée par Monsieur le Directeur des ressources humaines, dimanche 4 novembre 2012, ne traduit nullement les intentions et objectifs escomptés de cette sortie médiatique. En effet, cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du prolongement des visites d'information destinées aux médias, visait exclusivement à mettre en exergue l'évolution des services de police, en parallèle avec la croissance des effectifs de la Sûreté nationale. A ce titre, il convient de préciser que la DGSN a, fièrement, rendu hommage à tout ce qui a été mis en place au sein de ses structures depuis l'indépendance.

Aussi, la DGSN tient à rappeler que sa politique s'inscrit dans la logique des programmes de développement arrêtés par les pouvoirs publics afin d'assurer un service public de qualité. Dans cette optique, l'institution s'est engagée à mettre ses services au diapason de l'actualité tout en garantissant à ses personnels l'exercice de leurs missions dans des conditions socioprofessionnelles adéquates.

ENVIRONNEMENT

M<sup>me</sup> Boudjemaâ à Tipasa

Lors du périple qu'elle avait effectué hier dans la wilaya de Tipasa, Madame Dalila Boudjemaâ, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement, avait visité les villes de Hattatba, de Sidi Rached et de Cherchell.

A Hattatba, M<sup>me</sup> Boudjemaâ a visité un centre d'enfouissement technique (CET), dont les travaux sont achevés et qui va être réceptionné prochainement. Ce CET intercommunal de Hattatba va desservir les neuf communes avoisinantes de Koléa, Chaïba, Aïn Tagouraït, Fouka, Douaouda, Hattatba, Bou Ismail, Bou Haroun et Khemisti.

Réalisé sur une superficie de 8 hectares, ce centre va traiter une quantité quotidienne de 192 tonnes de déchets, soit un volume de 207 350 m<sup>3</sup>.

Au cours de cette visite de travail, M<sup>me</sup> Boudjemaâ a visité le projet de réhabilitation de la décharge sauvage de Hattatba d'une superficie de 6 hectares et d'une consistance de 40 000 m<sup>3</sup> de déchets.

Quant au centre d'enfouissement technique de Sidi Rached, situé à 15 km du chef-lieu de la wilaya, il est opérationnel depuis 2009 et dessert les communes de Tipasa, Ahmer El Aïn, Sidi Rached et Bourkika. Le tonnage de déchets reçus avoisine les 60 tonnes par jour.

Interpellée à propos de certains brûleurs, qui faisaient office d'incinérateurs dans le milieu hospitalier, elle admet que ce dossier a été pris en charge progressivement et sera totalement apuré avec l'apport de technologies nouvelles, qui sont à la base des incinérateurs modernes non polluants de dernière génération et respectant l'environnement. Des prototypes de tels incinérateurs, acquis par l'Algérie, sont au stade pilote au niveau d'hôpitaux d'envergure dans la capitale.

S'agissant de la position de l'Algérie au niveau mondial en matière de respect de l'environnement, M<sup>me</sup> Boudjemaâ évoque des études lancées par deux instituts américains, qui classent l'Algérie au 1<sup>er</sup> rang arabe, au 2<sup>e</sup> rang africain et au 40<sup>e</sup> rang mondial.

L'Algérie se targue d'être en conformité avec les normes internationales et a fait des pas de géant dans la recherche d'une véritable adéquation avec le respect des normes de l'environnement, a ajouté M<sup>me</sup> Boudjemaâ.

Quant au programme sur le respect de l'environnement enseigné au niveau éducatif, madame la secrétaire d'Etat a rappelé que ces programmes ont été lancés en 2002 en concertation avec l'éducation nationale et ont concerné des milliers d'écoles et 8 millions d'élèves. A ce titre, il a été créé 5 000 clubs verts dans le milieu scolaire. Des inspecteurs chargés du suivi des programmes de l'environnement au niveau scolaire ont été formés.

Toujours dans le cadre du respect de l'environnement et du confort des familles, un parc citadin, appelé Parc Dounia, dont le coût est de 20 milliards et qui s'étend sur 21 hectares, vient d'être projeté.

La fin de ce périple ministériel eut lieu au niveau d'une ancienne décharge contrôlée, désaffectée située à proximité de la côte et qui a été réhabilitée pour être reboisée. A ce propos, plusieurs dizaines d'élèves ont accompagné la secrétaire d'Etat dans la plantation de plusieurs arbustes sur le site désaffecté de Kabrira.

Larbi Houari